



L'austérité dans l'enseignement supérieur et la recherche : « Il y en a marre ! »

Les syndicats soussignés appellent à organiser des assemblées générales dans tous les établissements entre le 9 et le 20 octobre 2017 dans la perspective de construire des actions dans notre secteur

Le Gouvernement Macron accumule les mesures contre les agent.e.s de la Fonction publique : gel de la valeur du point indice, rétablissement de la journée de carence, hausse de la CSG à 1.7% sans garantie de compensation, perspective de 120 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique. Sans compter les menaces contenues dans les ordonnances « loi travail » qui après avoir touché le secteur privé seraient sans nul doute transposées dans le public : le « contrat de projet » (synonyme de précarité à vie !), la disparition des CHSCT, l'affaiblissement des règles nationales au profit « d'arrangements locaux »...

Une rentrée sous le signe de l'austérité

Dans notre secteur, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (ESR) a annoncé une hausse de son budget de 700 M€ en 2018. Cette faible augmentation sera en réalité absorbée pour près de la moitié par le remboursement de la dette contracté auprès des organismes internationaux de recherche. Il restera 400 M€ pour financer les évolutions de carrière, remplacer les départs, pour répondre à l'augmentation continue du nombre d'étudiants, pour rénover les bâtiments, développer la recherche, réduire l'emploi précaire et améliorer les conditions de travail. 25 M€ supplémentaires iraient aux laboratoires. Lesquels ? Sous quelles formes ? Rapporté au nombre de laboratoires, c'est infinitésimal ! Pour rappel 331 M€ ont été annulés sur le budget 2017 au début de l'été dont 95 M€ de crédits pour la recherche et les formations universitaires !

Bref, les universités et les laboratoires seront toujours confrontés à la misère de leurs financements, à la course épuisante et sans fin aux contrats, dont la très grande majorité est finalisée. Les 70 000 précaires de l'enseignement supérieur et de la recherche n'auront toujours pour la plupart d'entre eux que pôle emploi comme horizon.

Des rémunérations indignes et la précarité pour les plus jeunes

Les rémunérations des personnels titulaires sont de 30 à 40% inférieures aux autres secteurs de la Fonction publique, le nombre de recrutements ridicule, les carrières bloquées, sans parler des postes gelés et des établissements en déficit. Tout cela impacte largement les conditions d'études des étudiants qui, cette année, ont été les premières victimes du manque de budget avec près de 4000 jeunes bacheliers qui n'ont pas eu de place dans l'enseignement supérieur. Et pour ceux qui

ont pu accéder à l'université, ils se retrouvent aujourd'hui dans des amphithéâtres et des TD surchargés les empêchant de suivre leurs cours dans de bonnes conditions. Du côté des personnels, cette politique menée au nom de l'excellence génère mal-être et souffrance au travail.

Le 18 septembre 2017 le CNESER, s'est exprimé à une très large majorité sur la nécessité de développer l'emploi scientifique et revaloriser les carrières du personnel de l'ESR. Il s'est aussi exprimé clairement sur les conséquences du financement via le Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) en indiquant que « *la partie du PIA affectée à l'ESR, actuellement pilotée au niveau du premier ministre et dont l'efficacité est contestée par la Cour des comptes, a été utilisée comme un instrument pour imposer aux établissements des restructurations et leur mise en compétition* ».

La recherche et l'enseignement supérieur vont très mal. Pour nos organisations il est inadmissible que le budget 2018 accroisse encore les difficultés. Dans le contexte d'austérité budgétaire affaiblissant la Fonction publique et dégradant les situations faites aux agent.e.s publics, il est nécessaire de se mobiliser pour gagner l'amélioration des conditions de travail et d'emploi, des carrières et du pouvoir d'achat.

Les actions proposées sont à considérer comme un moment spécifique dans la contestation de la politique que souhaite imposer le gouvernement. Elle s'inscrit, avec les autres appels interprofessionnels, dans un mouvement plus général visant à endiguer la vague des régressions sociales. Dans le cadre de cette journée, les organisations syndicales de l'ESR invitent les personnels à se mobiliser pour exiger :

- le dégel et la revalorisation de la valeur du point d'indice et un rattrapage en nombre de points du pouvoir d'achat perdu ces dernières années ;
- un plan pluriannuel de création d'emplois de fonctionnaires, enseignants-chercheurs, chercheurs, ingénieurs, personnels techniques de bibliothèques et administratifs à hauteur de 5 000 créations par an pendant 10 ans ; dès à présent, dégel de tous les emplois vacants ;
- la fin de la politique de précarisation et la mise en place d'un plan de titularisation des contractuels et vacataires de l'ESR ;
- une réelle augmentation du financement public de l'ESR : 3 milliards d'€/an pendant 10 ans pour atteindre l'objectif de 1% du PIB pour la recherche publique et 2% du PIB pour l'enseignement supérieur ;
- la garantie d'un libre accès à l'Enseignement Supérieur pour l'ensemble des bacheliers.

Etudiant.e.s, personnels, toutes et tous ensemble mobilisé.e.s le 10 octobre !

Les fédérations de fonctionnaires appellent l'ensemble des personnels à faire grève et manifester le 10 octobre pour s'opposer aux mesures prévues par le gouvernement, demander une augmentation du pouvoir d'achat et la revalorisation des carrières et les moyens nécessaires pour permettre aux agent.e.s d'exercer leurs missions de services publics.

Les organisations syndicales de l'Enseignement supérieur et la recherche soussignées invitent personnels et étudiant.e.s à s'inscrire dans cette journée de mobilisation et à rendre visibles ensemble les problèmes et les revendications de notre secteur.

SNESUP-FSU, SUD Recherche EPST, SUD Education, UNEF, SNEP-FSU, SNASUB-FSU, SNCS-FSU, SNTRS-CGT, CGT-FERCSUP, CGT-INRA et Solidaires Étudiant-e-s